

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 315/03

ASA 31/066/2003 – ÉFAI

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / « DISPARITIONS » PRÉSUMÉES

NÉPAL

Dinesh Nepali (h), employé dans un hôtel, 22 ans
Sanjay Raya (h), commerçant, 30 ans

Londres, le 3 novembre 2003

Amnesty International est préoccupée par la sécurité de Dinesh Nepali et de Sanjay Raya, qui ont été arrêtés par des membres des forces de sécurité en tenue civile respectivement les 15 et 22 octobre derniers. Les raisons pour lesquelles ces deux hommes ont été interpellés ne sont pas claires et on ignore où ils se trouvent.

Dinesh Nepali est originaire du comité de village de Madanpur, dans le district de Nuwakot ; aujourd'hui, il réside et travaille à Katmandou. Il a été appréhendé le 15 octobre à 17 h 30 par trois membres des forces de sécurité vêtus en civil, alors qu'il se trouvait sur son lieu de travail, l'Hôtel Thamel, à Katmandou. On ignore le motif de son arrestation. Les représentants des forces de l'ordre ont indiqué aux collègues de Dinesh Nepali qu'il serait rapidement reconduit à l'hôtel, puis l'ont emmené à bord d'un taxi immatriculé Ba 1 Ja 4936. Le lendemain, constatant que Dinesh Nepali n'était pas revenu, les membres du personnel de l'hôtel se sont rendus au poste de police de Sorakhutte, à Katmandou, pour tenter de savoir où il se trouvait. La police leur a déclaré ne disposer d'aucune information concernant les personnes arrêtées par l'armée.

Les démarches effectuées auprès de la Commission nationale des droits humains et des ministères de la Défense et de l'Intérieur en vue de retrouver la trace du jeune homme n'ont pas abouti à ce jour.

Sanjay Raya est propriétaire d'une boutique qui vend des journaux et des tickets d'autobus à Janakpur, dans le district de Dhanusha. Il a été appréhendé dans son magasin, le 22 octobre, par 30 membres des forces de sécurité en tenue civile. Ceux-ci sont arrivés à bord de trois véhicules : une camionnette blanche immatriculée Ja 1 Jha 343, un véhicule bleu immatriculé 3560, ainsi qu'un véhicule de couleur rouge. Sanjay Raya est coordonnateur de quartier pour la *Rastrabadi Milan Kendra* (Centre de coordination des nationalistes) à Janakpur. Les démarches effectuées auprès des autorités locales et de la Commission nationale des droits humains en vue de le localiser ont jusqu'à présent échoué.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Amnesty International est préoccupée par la détérioration de la situation des droits humains au Népal depuis que le Parti communiste népalais (PCN) maoïste a déclaré une « *guerre populaire* », en février 1996. Le nombre d'atteintes aux droits humains imputables aux forces de sécurité ainsi qu'au PCN maoïste a considérablement augmenté après que l'armée eut été déployée et l'état d'urgence déclaré, entre novembre 2001 et août 2002. De nombreuses personnes ont été appréhendées en vertu de la Loi relative à la prévention et à la répression des activités terroristes et déstabilisatrices. Adopté en 2002, ce texte permet aux forces de sécurité de procéder à des arrestations sans mandat et de maintenir des suspects en garde à vue pendant des périodes pouvant aller jusqu'à quatre-vingt-dix jours. De très nombreuses personnes auraient été retenues illégalement par l'armée pendant des semaines, voire des mois, sans qu'on les ait autorisées à consulter un avocat ou un médecin ni à entrer en contact avec leurs proches. En 2002, le Népal a enregistré plus de « disparitions » que tout autre pays du monde. Par ailleurs, selon les informations recueillies, un grand nombre de personnes ont été enlevées par le PCN maoïste.

Le 29 janvier 2003, le gouvernement népalais et le PCN maoïste ont déclaré un cessez-le-feu. Trois cycles de pourparlers de paix ont eu lieu en avril, mai et août entre les deux parties. Le PCN maoïste avait demandé en priorité qu'une table ronde soit organisée, qu'un gouvernement intérimaire soit formé, et qu'une assemblée constituante soit élue afin de rédiger une nouvelle Constitution.

Le 27 août, le PCN maoïste a annoncé qu'il désavouait l'accord de cessez-le-feu. Depuis lors, les affrontements ont repris entre ce groupe armé et les forces de sécurité dans tout le pays, et Amnesty International a été informée que les deux parties s'étaient rendues coupables d'atteintes aux droits humains. On a pu constater, en particulier, une augmentation du nombre de « disparitions » et d'enlèvements imputables respectivement aux forces de sécurité et au PCN maoïste.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

– faites part de votre inquiétude quant à la sécurité de Dinesh Nepali et de Sanjay Raya, qui auraient été arrêtés par des membres des forces de sécurité en tenue civile respectivement les 15 et 22 octobre derniers, à Katmandou et à Janakpur ;

– exhortez les autorités à révéler le lieu de détention de ces deux hommes et à leur permettre immédiatement de recevoir la visite de leurs proches, de s'entretenir avec des avocats et de bénéficier de tous les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin ;

– demandez instamment qu'ils soient libérés immédiatement et sans condition, à moins qu'ils ne soient inculpés d'une infraction prévue par la loi.

APPELS À :

Responsable de la cellule des droits humains de l'armée :

Brigadier General B. A. K. Sharma
Head, Army Human Rights Cell
Army Headquarters
Kathmandu, Népal

Télégrammes : Brigadier General, Kathmandu, Népal
Fax : +977 1 4 226 292 / 229 451 (Il est possible que les télécopieurs soient éteints en dehors des heures de bureau ; il faut ajouter cinq heures et demie à l'heure GMT pour obtenir l'heure locale.)

Formule d'appel : *Dear Brigadier General,* /
Monsieur le Général de brigade,

Chef d'état-major de l'armée népalaise :

General Pyar Jung Thapa
Chief of army staff (COAS)
Army Headquarters
Kathmandu, Népal

Télégrammes : Commander-in-Chief, Kathmandu, Népal
Fax : +977 1 4 242 168 (Il est possible que les télécopieurs soient éteints en dehors des heures de bureau ; il faut ajouter cinq heures et demie à l'heure GMT pour obtenir l'heure locale.)

Formule d'appel : *Dear Commander-in-Chief,* /
Mon Général, (si c'est un homme qui écrit) **ou**
Général, (si c'est une femme qui écrit)

COPIES À :

Premier ministre :

Prime Minister Surya Bahadur Thapa
Office of the Prime Minister
Singha Durbar, Kathmandu
Népal

Fax : +977 1 4 227 286 (Il est possible que les télécopieurs soient éteints en dehors des heures de bureau ; il faut ajouter cinq heures et demie à l'heure GMT pour obtenir l'heure locale.)

Formule d'appel : *Dear Prime Minister,* / Monsieur le Premier ministre,

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Népal dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 15 DÉCEMBRE 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*